

L&A conseil Audit
183 avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine
Siret : 33183169300063
Société d'expertise comptable et de Commissariat aux comptes

ALLIANCE MALADIES RARES

Association loi 1901 créée le 24 février 2000
Publication au journal Officiel du 29 février 2000 sous le N°2969
Association reconnue d'utilité publique par décret du 16 mai 2011
96 rue Didot
75014 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

Mesdames et messieurs les Membres de l'association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALLIANCE MALADIES RARES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 25 mars 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables :

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et des informations fournies dans les notes de l'Annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil National et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil National.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly sur Seine, le 06 mai 2024

L et A SAS

Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Paris

Alexandra DA COSTA
Responsable technique



ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ALLIANCE MALADIES RARES

96 rue Didot

75014 PARIS

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

ALLIANCE MALADIES RARES

Numéro SIRET : **43250283900033**

**96 rue DIDOT
75014 PARIS**

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2023 au 31/12/2023

BILAN ET RESULTAT

ALLIANCE MALADIES RARES

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2023				31/12/2022	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	142 783	142 783	0	0,00	7 597	0,65
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours					9 200	0,78
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 489	1 489	0	0,00	0	0,00
. Autres immobilisations corporelles	65 712	59 089	6 624	0,66	8 591	0,73
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés	23 020		23 020	2,31	23 020	1,96
. Prêts						
. Autres	900		900	0,09	900	0,08
TOTAL (I)	233 904	203 360	30 544	3,06	49 309	4,19
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	22 660		22 660	2,27	21 122	1,79
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations	18 164		18 164	1,82	22 705	1,93
. Autres	129 663		129 663	12,99	89 656	7,62
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	793 515		793 515	79,51	989 597	84,08
Charges constatées d'avance	3 480		3 480	0,35	4 566	0,39
TOTAL (II)	967 482		967 482	96,94	1 127 647	95,81
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 201 386	203 360	998 026	100,00	1 176 955	100,00

ALLIANCE MALADIES RARES

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

BILAN PASSIF

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	168 314	16,86	168 314	14,30
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	659 477	66,08	702 549	59,69
Excédent ou déficit de l'exercice	-189 853	-19,01	-43 071	-3,65
Situation nette (sous total)	637 938	63,92	827 791	70,33
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement			9 200	0,78
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	637 938	63,92	836 991	71,11
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés			178	0,02
TOTAL (II)			178	0,02
PROVISIONS				
Provisions pour risques			14 100	1,20
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			14 100	1,20
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 673	3,17	22 562	1,92
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	197 694	19,81	162 133	13,78
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			5 520	0,47
Autres dettes	2 557	0,26	1 099	0,09
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	128 164	12,84	134 372	11,42
TOTAL (IV)	360 088	36,08	325 686	27,67
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	998 026	100,00	1 176 955	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

ALLIANCE MALADIES RARES

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		16 015				16 405				-390		-2,37	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		70 000				74 000				-4 000		-5,40	
- dont parrainages		70 000				74 000				-4 000		-5,40	
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		247 200				239 308				7 892		3,30	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		11 083				19 155				-8 072		-42,13	
- Mécénats		291 667				197 093				94 574		47,98	
- Legs, donations et assurances-vie		4 541				4 541				0,00		0,00	
- Contributions financières		576 487				581 250				-4 763		-0,81	
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		5 377				2 956				2 421		81,90	
Utilisations des fonds dédiés						132 140				-132 140		-100,00	
Autres produits		11				29				-18		-62,06	
Total des produits d'exploitation (I)		1 222 381				1 266 877				-44 496		-3,50	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		570 374				416 802				153 572		36,85	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		40 706				37 053				3 653		9,86	
Salaires et traitements		579 385				559 971				19 414		3,47	
Charges sociales		207 577				195 673				11 904		6,08	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		12 589				12 907				-318		-2,45	
Dotations aux provisions													
Reports en fonds dédiés						86 108				-86 108		-100,00	
Autres charges		7 225				3 709				3 516		94,80	
Total des charges d'exploitation (II)		1 417 855				1 312 223				105 632			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-195 475				-45 346				-150 129		-331,06	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif		633								633		N/S	
Autres intérêts et produits assimilés		4 039				2 035				2 004		98,48	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		4 672				2 035				2 637		129,58	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		4 672				2 035				2 637		129,58	

ALLIANCE MALADIES RARES

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros
- Avec comptes substitués

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-190 802	-43 311	-147 491	-340,53
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	6 387	439	5 948	N/S
Sur opérations en capital	9 200		9 200	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges	14 100		14 100	N/S
Total des produits exceptionnels (V)	29 687	439	29 248	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	18 885		18 885	N/S
Sur opérations en capital	9 200		9 200	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	28 085		28 085	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 601	439	1 162	264,69
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	652	199	453	227,64
Total des produits (I + III + V)	1 256 740	1 269 350	-12 610	-0,98
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 446 593	1 312 422	134 171	10,22
EXCEDENT OU DEFICIT	-189 853	-43 071	-146 782	-340,78
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	38 826	32 913		
Prestations en nature	24 570			
Bénévolat	100 679	57 232		
TOTAL	164 075	90 145		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	38 826	32 913		
Prestations	24 570			
Personnel bénévole	100 679	57 232		
TOTAL	164 075	90 145		

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

SOMMAIRE

Préambule	8
1- Évènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice	9
2- Principes, règles et méthodes comptables	11
2.1. Méthode générale	11
2.2. Principales méthodes d'évaluation et de présentation	11
3- Informations relatives au bilan actif	13
3.1. Actif	13
3.1.1. Immobilisations	
3.1.1.1. <i>Etat des immobilisations et amortissements</i>	
3.1.1.1.1. <i>Immobilisations incorporelles</i>	
3.1.1.1.2. <i>Immobilisations corporelles</i>	
3.1.1.1.3. <i>Immobilisations financières</i>	
3.2. Etat des créances et charges constatées d'avance	15
3.2.1. Compte de régularisation – actif	
3.2.1.1. <i>Charges constatées d'avance</i>	
3.2.1.2. <i>Etats des produits à recevoir</i>	
4- Informations relatives au bilan passif	17
4.1. Fonds propres	17
4.1.1. <i>Analyse des fonds dédiés</i>	
4.2. Subventions d'investissement	19
4.3. Provisions pour risques et charges	19
4.4. Etat des dettes et produits constatés d'avance	20
4.5. Charges à payer par poste de bilan	20
5- Informations relatives au compte de résultat	21
5.1. Subventions reçues et fonds dédiés	21
5.2. Subventions d'exploitation pour l'année 2023	21
5.3. Legs, donations et assurances-vie	21
5.4. Contributions volontaires en nature	22
5.5. Les contributions volontaires	22
5.6. Les parrainages	22
5.7. Les cotisations	22
6- Autres informations	23
6.1. Engagements et suretés réelles consenties	23
6.2. Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés	23
6.3. Rémunération des cadres dirigeants	23
6.4. Effectif moyen	23
6.5. Honoraires du commissaire aux comptes	23
7- Compte de résultat par origine et par destination	24
8- Compte d'emploi annuel des ressources globalisé avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emploi	30

PREAMBULE

Alliance Maladies rares est une association reconnue d'utilité publique. La mission de l'alliance Maladies rares est de susciter, de développer, sur des questions communes aux maladies rares et handicaps rares, d'origine génétique, ou non, toutes actions de recherche, d'entraide, d'information, de formation et de revendication.

Pour cette activité, l'association emploie neuf salariés au siège et de six autres dans le cadre du projet compagnons (dont 10 cadres et 5 non-cadres)

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 998 026 Euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 189 853 Euros.

1- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Dans la déclinaison opérationnelle du plan stratégique 2020-2025 de l'Alliance voté à l'unanimité de ses associations membres, l'Alliance, en 2023, poursuit son ambition de renforcer la voix des malades via leurs associations et de communiquer/sensibiliser afin de faire connaître et reconnaître les maladies rares en France.

L'Alliance renforce aussi l'accompagnement et les compétences de ses associations membres tout en agissant en proximité via les délégués en région et les Compagnons maladies rares pour renforcer l'ensemble de la communauté maladies rares.

L'année 2023, troisième année du plan stratégique de l'Alliance, a permis à l'Alliance de poursuivre et consolider ses missions et ses actions afin de répondre aux besoins et aux attentes des malades et de leurs associations. L'activité globale est encore en nette évolution.

Le combat pour défendre la cause des maladies rares auprès des décideurs, et pour promouvoir de nouvelles solutions au bénéfice des 3 millions de personnes concernées en France est, depuis son origine, une des raisons d'être de l'Alliance maladies rares.

Porter la voix des malades et des familles pour faire des maladies rares une priorité nationale.

L'Alliance, actrice du 3e PNMR et du futur 4e PNMR

Un 3e PNMR qui se poursuit en 2023 pour les malades, les familles et leurs associations.

L'Alliance a participé à l'ensemble des réunions de suivi du 3e PNMR et à de nombreuses réunions de travail préparatoires.

L'Alliance a notamment été présente au sein du Comité stratégique, qui veille à la réalisation du plan par la mobilisation des partenaires et des moyens, en orientant sa mise en œuvre et en proposant des adaptations du plan en fonction de l'évolution du contexte, en validant le rapport annuel proposé par le comité opérationnel qu'il remet au Premier ministre. Ce Comité s'est réuni une fois en 2023.

En 2023, l'Alliance a été présentes dans de nombreuses instances de santé et groupes de travail.

Instances de santé et groupes de travail autour du diagnostic/dépistage

En 2023, l'Alliance a participé à plusieurs instances en lien avec les questions du diagnostic/dépistage dont le Comité de Pilotage National du Programme de Dépistage Néonatal, à un Groupe de travail de l'Agence de la Biomédecine sur les données incidente et au Conseil Scientifique et Ethique du Collecteur Analyseur de Données. Par ailleurs, nous avons participé au groupe de travail de la HAS sur la réévaluation de 5 erreurs innées du métabolisme pour intégrer le programme de dépistage néonatal. Enfin, nous sommes intervenus pour parler du dépistage néonatal à Saint Etienne lors du congrès de la société française de santé publique en octobre 2023.

L'année 2023 a été marquée par de nombreuses avancées en santé publique.

Au-delà de défendre un plan national maladies rares ambitieux, l'Alliance se doit de soutenir aussi des droits et des dispositifs non spécifiques aux maladies rares, mais fondamentaux pour les malades et les familles. Par exemple, les questions de l'intégration à l'école et au travail, l'accès aux assurances, la question des restes à charge, des déserts médicaux ou encore des aidants familiaux, attendent des réponses afin d'améliorer le quotidien des personnes concernées.

La question du handicap est évidemment majeure dans les maladies rares. 75 % d'entre elles génèrent des handicaps, qui sont parfois rares.

L'année 2023 aura été marquée par les travaux du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPPH) et du Collectif Handicaps.

En 2023, l'Alliance a eu la joie de rassembler les associations en présentiel pour son 4ème congrès. Rendez-vous régulier avec les associations membres du collectif pour s'informer et échanger autour d'enjeux concernant leurs actions, le

paysage et les acteurs maladies rares. La plupart des rdv web sont consacrés à des thèmes concrets et opérationnels pour les associations et sont l'occasion d'échanges d'expériences, de méthodologies et de bonnes pratiques.

La 8^e édition des Universités d'automne de l'Alliance s'est déroulée du 19 au 21 octobre : une visite organisée du Généthron a été proposée le 19 octobre et les deux jours suivants, des conférences et ateliers ont eu lieu au Novotel de Charenton-le-Pont. Il s'agit du principal temps d'échanges et de formation pour les associations membres du collectif. Cette année, les thèmes abordés étaient : le diagnostic, la recherche, les traitements et les affaires médicales. Des conférences ont fait intervenir des spécialistes de marque pour expliquer l'écosystème et ses enjeux, tandis que des ateliers au format méta-plan ont permis aux associations d'échanger leurs pratiques et expériences autour de leurs actions concrètes.

En 2023, l'Alliance maladies rares a organisé 12 forums régionaux dans 12 villes différentes.

Les forums régionaux sont des dispositifs de référence pour sensibiliser les associations, les familles et les malades isolés en région.

En 2023, l'Alliance, via ses délégations régionales participe à la gouvernance et au développement des 19 nouvelles Plateformes d'expertise maladies rares lancées par le 3^e PNMR. Au sein de ces nouvelles structures, Alliance cherche à développer de nouveaux outils pour les malades et leurs associations, elle veille à la bonne complémentarité des actions proposées par ces plateformes au regard des actions ou outils déjà identifiés au niveau national et s'assure aussi de la bonne utilisation de services nationaux existants comme MRIS ou Orphanet.

L'Alliance contribue aussi à la dynamique nationale portée par la Plateforme maladies rares. Une occasion cette année, lors de la traditionnelle conférence de presse, de valoriser notre système de prise en charge maladies rares et de rappeler un nécessaire 4^e PNMR. L'Alliance et ses élus sont également toujours aussi investis et assidus pour contribuer aux Conseil d'administration de Maladies Rares Info Services et de la Fondation maladies rares, ainsi que dans les instances de décision d'Eurordis (Conseil National des Alliances), du Généthron et d'Orphanet.

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels, applicable depuis le 01/01/2020, des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

2.2. Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Amortissements et dépréciations de l'actif :

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

3- INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

3.1. Actif

L'évaluation des éléments de l'actif inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

3.1.1. Immobilisations

3.1.1.1. Etat des immobilisations et amortissements (en euros)

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	151 983	0	9 200	142 783
Immobilisations corporelles	64 177	3 024	0	67 201
Immobilisations financières	23 920	0	0	23 920
TOTAL	240 080	3 024	9 200	233 904

Amortissements (en Euros)

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	135 185	7 597		142 783
TOTAL I	135 185	7 597		142 783
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II			
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 489			1 489
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	37 592	4 719		42 311
Mobilier	16 506	272		16 778
TOTAL III	55 587	4 991		60 578
TOTAL GENERAL (I+II+III)	190 772	12 588		203 361

3.1.1.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation ou de leur durée d'usage prévue :

- LOGICIELS	1 à 4 ans	linéaire
- OUTIL DE SENSIBILISATION	3 ans	linéaire

3.1.1.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire ou dégressive en fonction de leur durée d'utilisation ou de leur durée d'usage prévue :

- INSTALLATION	3 ans	linéaire
- MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	3 ans	dégressif
- MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	3 à 5 ans	linéaire
- MOBILIER DE BUREAU	3 à 10 ans	linéaire

• Principaux mouvements

L'augmentation réalisée au cours de l'exercice est la suivante :

Matériel Informatique :

- Achat de 1 ordinateur portable : 3 024 €

La diminution en cours de l'exercice est la suivante :

- Annulation de l'Immobilisation ViMaRare pour arrêt de prestation.

3.1.1.1.2. Immobilisations corporelles

Les titres immobilisés correspondent à 1 151 parts de la Société Locale d'Epargne rattachée à la Caisse d'Epargne Ile-de-France dans laquelle l'Alliance Maladies Rares a ouvert un compte-courant à sa création.

Cet achat a pour but de diversifier les placements de la trésorerie de l'Alliance Maladies Rares tout en les sécurisant.

3.2. Etat des créances et charges constatées d'avance (en euros)

ETAT DES CREANCES			Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMO	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		23 920	-	23 920
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients				
	Fournisseurs débiteurs		5 132	5 132	-
	Avances et acomptes versés sur commandes		22 660	22 660	-
	Personnel et comptes rattachés		4 057	4 057	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Etat et autres coll. publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée			
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 778		2 778
		Subventions			
	Débiteurs divers		117 244	117 244	
	Créances reçues par legs ou donations		18 164	4 541	13 623
Produits à recevoir		453	453		
Charges constatées d'avance		3 480	3 480		
TOTAUX			173 968	157 567	16 401
Renvois	(1)	Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice		
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

La créance à plus d'un an constaté dans les « Autres Impôts, taxes et versement assimilés » correspond à une avance sur taxe formation réalisée fin 2020.

La créance à un plus d'un an constaté dans les « Créances reçues par legs ou donations » correspond aux versements à recevoir au titre du legs BAILLEUL. Ce legs est en effet versé par dixième pendant 10 ans depuis 2018.

3.2.1. Comptes de régularisation – ACTIF

3.2.1.1. Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 480
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	3 480

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2023	31/12/2022
Hébergement et maintenance site internet	65	175
Prestations services pour événements	1 581	
Relations publiques		
Licences logiciels	649	
Locations salles et mobiliers pour manifestations		3 521
Abonnements	134	315
Chèque Déjeuner		
Cotisations		
Projet Compagnons Maladies Rares	638	361
Orange - Fibre janvier 2023	148	194
Frais de déplacement	265	
TOTAL	3 480	4 566

3.2.1.2. Etat des produits à recevoir (en euros)

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	4 029
TOTAL	4 029

Les produits à recevoir concernent

- Legs 453 €
- Indemnités Journalières de Sécurité Sociale en attente de versement 2 520 €
- Avoir Overcome 1 056 €

4- INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

4.1. Fonds propres

Le report à nouveau de l'Alliance Maladies Rares à fin 2023 est de 659 477 euros après affectation du résultat 2022.
Les fonds associatifs sans droit de reprise s'élèvent à 168 314 euros à fin 2023.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	168 314				168 314
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	702 548	-43 071			659 477
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-43 071	43 071		189 853	-189 853
Dont générosité du public					
Situation nette	827 791	-	-	189 853	637 938
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	9 200			9 200	
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	836 991	-	-	199 053	637 938
TOTAL dont générosité du public					

4.1.1. Analyse des fonds dédiés (en euros)

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- Les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- Les reports en fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- Les transferts entre fonds dédiés ;
- Les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public	178			178			
TOTAL	178			178			

4.2. Subventions d'investissement (en euros)

Nom du financeur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CARSAT+FONDS DE DOT VAINCRE LES MALADIES RARES	VIMARARE POITOU	9 200		9 200	
TOTAL		9 200		9 200	

4.3. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions obligatoires similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	14 100		14 100	
TOTAL (II)	14 100		14 100	
TOTAL GENERAL (I+II)	14 100		14 100	
Dont dotations et reprises - d'exploitation - financières - exceptionnelles			14 100	

En 2021, une provision avait été constituée, pour une perte éventuelle d'un acompte payé pour une location de salle.

L'association a eu la confirmation que cet acompte ne sera pas remboursé. Par conséquent la provision a été reprise et la perte a été constatée.

4.4. Etat des dettes et produits constatés d'avance (en euros)

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	31 673	31 673		
Dettes fiscales et sociales	197 694	197 694		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	2557	2 264	293	
Produits constatés d'avance	128 164	128 164		
TOTAL	360 088	359 795	293	

Les dettes à plus d'un an et 5 ans constatées en « Autres dettes » correspondent à des chèques émis qui n'ont pas été encaissés. Ils ont été annulés mais les dettes subsistent.

4.5. Charges à payer par poste de bilan (en euros)

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs factures à recevoir	14 577
Provisions congés payés et prime précarité	90 086
Autres dettes (note de frais)	16
TOTAL	104 679

5- INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1. Subventions reçues et fonds dédiés

Les subventions de fonctionnement ont été totalement utilisées.

5.2. Subventions d'exploitation pour l'année 2023

Le montant des subventions d'exploitation s'élève à : 247 200 €

ARS Nouvelle Aquitaine pour le projet Compagnons Maladies Rares : 174 000 €

FDVA -Formation à la vie associative : 3 200 €

Subvention d'état DGS 70 000 €

5.3. Legs, donations et assurance-vie

	Montants
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « legs ou donations » définie à l'article 213-9	4 541€
Prix de vente de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report de fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde de la rubrique	4 541 €

5.4. Contributions volontaires en nature

L'Alliance Maladies Rares bénéficie de la mise à disposition de locaux pour exercer son activité. Les frais généraux de ces locaux (eau, électricité, loyer...) sont pris en charge par l'AFM-Téléthon. Le montant pris en charge s'élève à 38 826 €, pour rappel le montant de 2022 était de 32 913 €

Des espaces publicitaires ont été offerts par TF1, pour un montant de 24 570 €

Les membres du Conseil National ainsi que ceux du Bureau exercent leur mandat à titre bénévole. Ils ne perçoivent de ce fait aucune rémunération de l'Alliance Maladies Rares.

Il en est de même pour les déléguées régionaux, interdépartementaux, départementaux et locaux de l'Alliance Maladies Rares.

L'engagement de l'ensemble des bénévoles de l'Alliance Maladies Rares est valorisé au taux horaire du SMIC. En 2023, les bénévoles de l'Alliance Maladies Rares ont consacré 8739.5 heures pour l'Alliance Maladies Rares. Cela correspond à 4.80 Equivalents Temps-Plein (ETP).

5.5. Les contributions volontaires

Le montant des contributions volontaires est de 576 487 € :

- AFM 550 000 €
- CARSAT CENTRE VAL DE LOIRE 5 000 €
- ARS GRAND EST 5 000 €
- CARSAT d'ALSACE-MOSELLE 1 487 €
- FONDS TRANSMISSION ET FRATERNITE 15 000 €

5.6. Les parrainages

L'association a conclu des contrats de parrainage en 2023 pour un montant de 70 000 €, avec les partenaires suivants :

- SANOFI : 35 000 €
- SWEDISH ORPHAN : 5 000 €
- VERTEX PHARMACEUTICALS : 10 000 €
- BCD MEETINGS EVENTS LLC : 20 000 €

5.7. Les cotisations

Selon le règlement comptable, seuls les règlements reçus dans l'année doivent être comptabilisés.

Pour 2023 le montant des cotisations est de 16 015 €

6- AUTRES INFORMATIONS

6.1. Engagements et suretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

6.2. Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

6.3. Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

6.4. Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	9
Non cadres	3
TOTAL	12

6.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 722 €.

7- COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET PAR DESTINATION

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N TOTAL	EXERCICE N Dont générosité du public	EXERCICE N-1 TOTAL	EXERCICE N-1 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	16 015	16 015	16 405	16 405
1.2 Dons, legs et mécénats				
- Dons manuels	11 083	11 083	19 155	19 155
- Legs, donations et assurances-vie	4 541	4 541	4 541	4 541
- Mécénat	291 667	291 667	197 093	197 093
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie			74 000	
2.2 Parrainage des entreprises	70 000		581 250	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	576 487		5 459	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	39 747			
3-SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	247 200		239 308	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5-UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS			132 140	
TOTAL	1 256 740	323 306	1 269 351	237 194
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 183 230	241 667	957 308	137 877
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	250 121	81 639	255 900	99 317
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	12 589		12908	
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	652		199	
5-IMPOTS SUR LES BENEFICES			86 108	
6-REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	1 446 592	323 306	1 312 422	237 194
EXCEDENT OU DEFICIT	- 189 852		- 43 071	

B – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N TOTAL	EXERCICE N Dont générosité du public	EXERCICE N-1 TOTAL	EXERCICE N-1 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	100 679	100 679	57 232	57 232
Prestations en nature	24 570	24 570		
Don en nature	38 826	38 826	32 913	32 913
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Don en nature				
TOTAL	164 075	164 075	90 145	90 145
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	164 075	164 075	90 145	90 145
Réalisées à l'étranger				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	164 075	164 075	90 145	90 145

Contributions financières sans contrepartie

- Il s'agit des contributions financières reçues de fonds privés (AFM Téléthon-ARS-CARSAT-FONDS TRANSMISSION ET FRATERNITE)

Autres produits non liés à la générosité du public

La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » comprend :

- les produits financiers ;
- les autres produits
- Les transferts de charges
- cotisations
- produits exceptionnels

Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- les subventions d'exploitation versées par l'Etat.

Missions sociales

La définition des missions sociales et des moyens à mettre en œuvre relève d'une décision de gestion prise par l'organe habilité, en conformité avec l'objet de l'entité.

Lorsque l'information relative aux missions sociales dans le compte de résultat par origine et destination ne permet pas une bonne compréhension de l'activité, des informations détaillées par mission sociale sont données dans l'annexe.

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse.

Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales.

Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales.

Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et doivent tenir compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

Frais d'appel à la générosité du public

La rubrique « Frais d'appel à la générosité du public » comprend les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités. Ils comprennent à titre d'exemple :

- Les frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons (en nature, donations, legs, assurances vie) auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagne publicitaire sur panneaux, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires, etc. ;
- Les frais de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat ; les prestations de services de collecte ou de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat, les charges des legs résultant de stipulations testamentaires ;
- Les frais de tenue, de location ou d'acquisition de fichiers de donateurs ou mécènes ;
- Les frais d'appel et de gestion de cotisations sans contrepartie ;
- Les frais d'appel à bénévolat ;
- Les frais de gestion des actifs issus de la générosité du public ou financés par la générosité du public - les achats de marchandises et de prestations de services destinées à la vente qui pour les entités faisant appel à la générosité du public sont vendus à un prix bien plus élevé que son prix achat.

Frais de recherche d'autres ressources

La rubrique « Frais de recherche d'autres ressources » comprend les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

- Les frais de recherche et de traitement de parrainage, de cotisations avec contrepartie ou de contributions financières reçues d'autres organismes sans but lucratif pour remplir leurs missions sociales ;
- Les frais liés à la recherche, aux demandes et aux traitements des subventions d'exploitation ou d'investissement ou de collecte de participations, contributions et taxes ;
- Les frais de gestion des actifs qui ne sont pas issus de la générosité du public dont les fruits constituent des produits de l'entité lui permettant de remplir ses missions sociales ;

Dotations aux provisions et dépréciations

La part des dotations aux provisions et dépréciations relative à la générosité du public ainsi que le report en fonds dédiés figurent dans le compte de résultat par origine et destination.

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public. Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Rapprochement des charges

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES			Frais de Recherche de fonds		frais de fonctionne ment	dotations aux provisions	Impôts sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Valeurs nettes comptables des éléments cédés figurant dans les rubriques		TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisation en France		Réalisées à l'étranger	Par l'organisme	Par d'autres organismes	Par l'organisme	Générosité du public	Autres ressources		Autres produits liés à la générosité du public	Autres produits non liés à la générosité du public	
Achats de marchandises												
Variation de stock												
Autres achats et charges externes				561 425								570 374
Aides financières												-
Impôts et taxes et versement assimilés				5 372								40 705
Salaires et traitements				456 681								579 385
Charges sociales				159 752								207 577
amortissements et dépréciations												
Dotations aux provisions												12 589
Reporte en fonds dédiés												-
Autres charges												-
Charges financières												7 225
Charges exceptionnelles												-
Participations des salariés au résultat												28 085
Impôts des sociétés												-
TOTAL				1 183 230	-	-	-	-	-	-	-	1 446 532

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales réalisées en France	Missions sociales réalisées à l'étranger	Frais de recherche de fonds	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
Secours en nature				
Mises à disposition gratuites de biens	38 826			38 826
Prestations de services	24 570			24 570
Personnel bénévole	59 558			59 558
TOTAL	122 954			122 954

RESSOURCES	RESSOURCES COLLECTEES EN 2023	RESSOURCES COLLECTEES EN 2022
1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		
1.1. Dons et legs collectés		
- Dons manuels non affectés	11 083	19 155
- Dons manuels affectés	-	-
- Legs et autres libéralités non affectés	4 541	4 541
- Legs et autres libéralités affectés		
1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	307 682	213 498
2 - AUTRES FONDS PRIVES	576 487	581 250
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	247 200	239 308
4 - AUTRES PRODUITS	109 747	79 459
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	1 256 740	1 137 211
II - REPRISES SUR PROVISIONS		
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		132 140
IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	189 853	43 071
VI - TOTAL GENERAL	1 446 593	1 312 422